



**Evolution de la situation économique, financière et monétaire des
Comores au cours du 1^{er} semestre de l'année 2015**

SEPTEMBRE 2015



SOMMAIRE

1 - EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX	4
2 - SECTEUR EXTERIEUR	6
2.1 - La balance commerciale	6
2.2 - Les autres postes de la balance des paiements	7
2.3 - Projections pour l'année 2015	7
3 - EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES	9
3.1 - Les prévisions budgétaires de l'État pour l'année 2015	9
3.2 - Exécution du budget au 1er semestre 2015	10
3.2.1 - Les recettes	10
3.2.2 - Les dépenses	10
4 - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE.....	12
4.1 - La masse monétaire	12
4.2 - Les contreparties	13
4.3 - Projections pour fin 2015	14

L'année 2015 est caractérisée par la reprise progressive de la croissance mondiale, bien que des disparités persistent entre pays avancés et pays émergents. Dans les pays avancés, à l'exception du Japon, les indicateurs affichent des signes de reprise de l'activité, tandis que dans les pays émergents, un ralentissement de l'activité économique est observé, sous l'influence notamment du fléchissement de la croissance chinoise et de la tendance baissière des prix des matières premières.

Aux Comores, le ralentissement de l'activité économique observé au 2^{ème} semestre 2014 s'est poursuivi au 1^{er} semestre 2015, les indicateurs macro-économiques disponibles affichant :

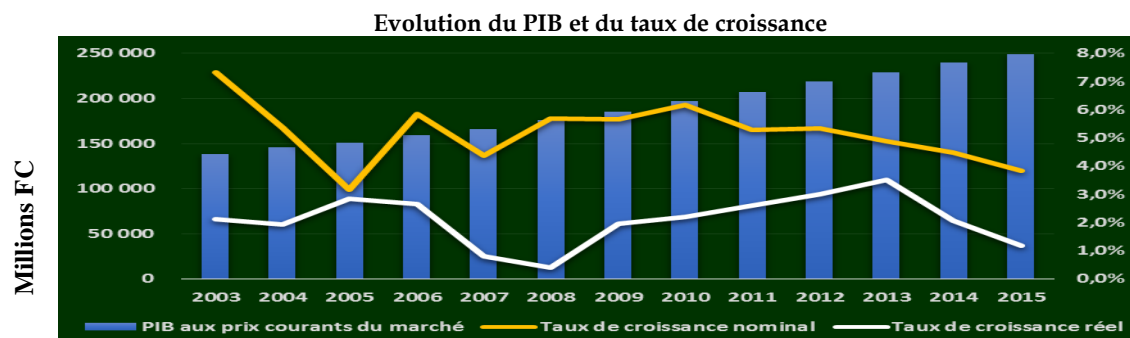
- Une dégradation du déficit primaire, qui ressort à 6,8 milliards FC contre 2,3 milliards FC à fin juin 2014,
- Une contraction du déficit commercial, à 37,4 milliards FC contre 39 milliards FC au 1^{er} semestre 2014, en liaison avec la bonne tenue des exportations (+35,6%) combinée à une légère baisse de 1,7% de la valeur des importations ;
- Une contraction de la masse monétaire de 0,7% par rapport à fin décembre 2014, mais en hausse de 11,3% par rapport à juin 2014, sous l'influence de la hausse du « crédit intérieur » (+14,1%).

Ces éléments ont concouru à une révision à la baisse du taux de croissance du Pib, projeté à 1,2% pour l'année 2015, après 2,1% en 2014. Le taux d'inflation sera contenu à 2,2%, après 1,4% en 2014 et 1,6% en 2013, tandis que le déficit du solde extérieur courant se dégradera, pour représenter 9,2% du Pib contre 8,2% en 2014.

1 - EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX

L'activité économique en début d'année est caractérisée notamment par la persistance des délestages dans la fourniture de l'électricité et par l'accumulation de 2 mois d'arriérés de salaires des fonctionnaires.

Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB réel, initialement prévu à 3,5% pour 2015, a été révisé à la baisse et est projeté à 1,2%, après 2,1% observé en 2014.



Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)

Cette croissance est soutenue par la demande intérieure, notamment la consommation privée, qui bénéficie de la consolidation des crédits à l'économie et des envois de fonds des comoriens non-résidents.

Contribution de l'offre globale à la croissance du PIB réel (en %)

Secteurs/branches	2013	2014*	2015*
Primaire	2,0	1,0	0,6
Agriculture, élevage, pêche, sylviculture	2,0	1,0	0,6
Secondaire	0,4	-0,1	-0,2
Industries manufacturières	0,1	0,00	-0,2
Electricité, gaz, eau	0,0	-0,04	-0,1
Bâtiments et travaux publics	0,3	-0,04	0,2
Tertiaire	1,1	1,2	0,7
Commerce, hôtels, bars, restaurants	0,9	0,6	0,6
Banques, assurances, AI, SRE	0,2	0,6	0,2
Transports et télécommunications	0,2	0,1	0,1
Administrations publiques	0,2	0,0	0,0
Autres services	0,0	0,0	0,0
Production bancaire imputée	-0,4	-0,2	-0,2
PIB (TOTAL RESSOURCES)	3,5	2,1	1,2

Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)

* Provisoires, **Prévisions

Le taux d'inflation est projeté à 2,2%, en liaison avec le maintien d'une bonne production agricole et, dans une moindre mesure, du fait de l'impact de la baisse du cours du pétrole sur les coûts de fret.

Indice des prix à la consommation		<i>Année de base 1999</i>						
		2009	2010	2011	2012	2013	2014*	2015**
Taux d'inflation annuel	<i>(en %)</i>	4,9	3,8	1,8	6,3	1,6	1,4	2,2

Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)

** Provisoires, **Prévisions*

2 - SECTEUR EXTERIEUR

2.1 – La balance commerciale

A fin juin 2015, la balance commerciale des biens s'est établie à 37,4 milliards FC contre 39 milliards FC au 1^{er} semestre 2014, en liaison avec la bonne tenue des exportations (+35,6%) combinée à une légère baisse de 1,7% de la valeur des importations.

Les recettes d'exportation se sont élevées à 3,5 milliards FC au 1^{er} semestre 2015 contre 2,6 milliards FC au 1^{er} semestre 2014. Cette hausse est imputable à la bonne tenue de la demande extérieure, accompagnée d'une tendance haussière des cours sur les marchés internationaux, pour les trois principaux produits d'exportation des Comores.

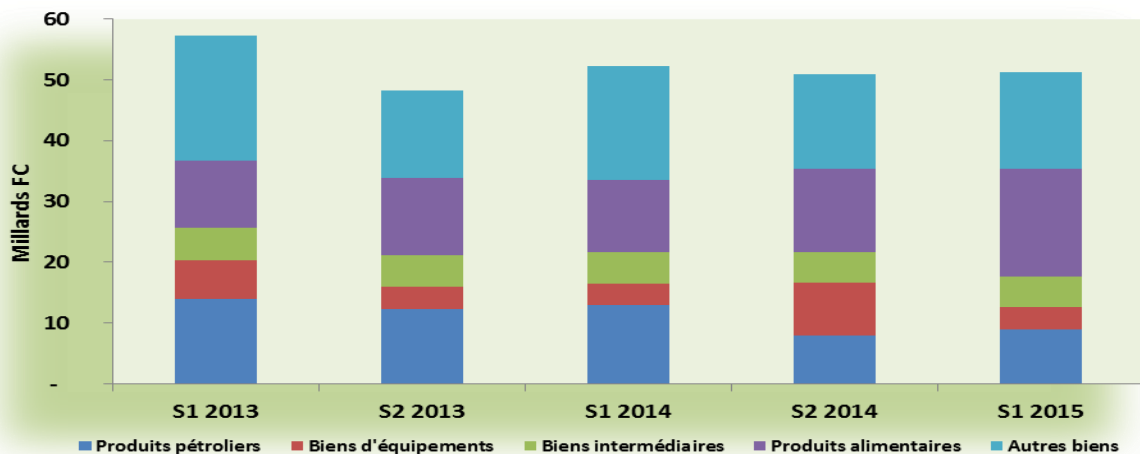
Les importations (en données CAF) se sont contractées de 2,2%, s'élevant à 51,2 milliards FC au 1^{er} semestre 2015 contre 52,3 milliards FC au 1^{er} semestre 2014. Cette baisse a concerné l'ensemble des biens importés, à l'exception des produits alimentaires.

En valeur, les produits alimentaires se sont établis à 17,8 milliards FC au 1^{er} semestre 2015 contre 11,9 milliards FC au 1^{er} semestre 2014, en liaison avec le fort accroissement des importations de riz, qui se sont élevées à 8,5 milliards FC contre près de 5 milliards FC au 1^{er} semestre 2014, suite à l'augmentation des quantités importées.

En revanche, les importations de produits pétroliers se sont inscrites en forte baisse, représentant 8,9 milliards FC contre 12,9 milliards FC au 1^{er} semestre 2014. Cette baisse résulte essentiellement de la réduction de 18% du volume importé, l'appréciation du dollar US par rapport au Franc comorien ayant réduit l'impact, sur le plan national, de la baisse des cours mondiaux.

Par ailleurs, les importations des biens d'équipements et biens intermédiaires ont stagné, respectivement 3,6 milliards FC et 5 milliards FC, tandis que la rubrique « Autres biens » a diminué de 15,7% pour s'établir à 15,8 milliards FC.

Evolution semestrielle des importations



Sources : Direction Générale des Douanes, Enquêtes BCC

2.2 - Les autres postes de la balance des paiements

Les estimations de la balance des paiements affichent une amélioration du compte des transactions courantes, qui s'établit à 9,8 milliards FC au 1^{er} semestre 2015 contre 12,4 milliards FC au 1^{er} semestre 2014.

Les transferts courants se sont élevés à 31,4 milliards FC, en baisse de 2,4% par rapport au niveau observé à la même période de l'année précédente, avec 32,2 milliards FC. Comme observé depuis 3 ans, les transferts courants privés ont augmenté, pour s'établir à 25,7 milliards FC au 1^{er} semestre 2015 contre 22,3 milliards FC au 1^{er} semestre 2014, tandis que les transferts publics ont diminué, pour s'établir à 5,7 milliards FC au 1^{er} semestre 2015 contre 9,9 milliards FC au 1^{er} semestre 2014.

Le déficit de la balance des services s'est réduit, ressortant à 4,1 milliards FC contre 5,6 milliards FC au 1^{er} semestre 2014, en relation avec la hausse de l'excédent du poste « Voyages ».

2.3 - Projections pour l'année 2015

Pour l'année 2015, les estimations affichent une détérioration du compte des transactions courantes, dont le déficit s'établirait à 22,8 milliards FC contre 19,7 milliards FC en 2014, représentant respectivement 9,2% du Pib contre 8,2%.

EXTRAIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DES COMORES		(en millions FC)				
	S1 2013**	2013	S1 2014**	2014*	S1 2015**	2015***
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-16 767	-21 928	-12 375	-19 668	-9 837	-22 837
1 BIENS	-40 674	-76 743	-39 035	-73 903	-37 429	-79 409
Crédit (Exportations FOB)	3 878	7 609	2 563	8 703	3 476	8 842
<i>Vanille</i>	83	1 413	413	640	1 075	
<i>Girofle</i>	622	3 380	239	5 145	391	
<i>Essences d'Ylang-ylang</i>	20	797	290	900	321	
<i>Autres (y compris les reventes d'hydrocarbures)</i>	3 153	1 679	1 621	2 018	1 689	
Débit (Importations FOB)	-44 552	-84 352	-41 598	-82 606	-40 905	-88 251
<i>Imports CAF Produits alimentaires</i>	-10 972	-25 449	-11 923	-25 597	-17 837	
<i>Produits pétroliers</i>	-13 936	-26 244	-12 878	-20 791	-8 946	
<i>Biens d'équipement</i>	-6 343	-10 003	-3 658	-12 299	-3 610	
<i>Biens intermédiaires</i>	-5 407	-10 570	-5 128	-10 208	-5 002	
<i>Autres</i>	-20 553	-33 421	-18 734	-34 288	-15 783	
2 SERVICES	-12 933	-10 693	-5 578	-9 210	-4 079	-9 034
Crédit	26 818	29 804	14 622	31 827	16 817	34 824
Débit	-39 751	-40 497	-20 201	-41 037	-20 895	-44 858
<i>Dont CAF</i>	-12 922	-24 246	-12 034	-23 732	-11 771	-25 305
3 REVENUS	-29	81	79	560	298	198
Crédit	743	1 526	763	1 494	747	1 917
Débit	-771	-1 445	-684	-934	-449	-1 719
<i>Dont Intérêts sur la dette extérieure</i>	-120	-284	-103	-40	-2	
4 TRANSFERTS COURANTS (NETS)	31 812	65 428	32 159	62 885	31 372	65 407
Administration publique	13 221	17 963	9 870	13 038	5 699	11 007
Secteur Privé	18 592	47 464	22 298	49 847	25 673	54 400

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

* Provisoires, ** Estimations, *** Projections

Cette évolution résulte de la détérioration de la balance commerciale, qui entraîne parallèlement une dégradation du déficit de la rubrique « Services ». En revanche, le solde créditeur de la rubrique des « Transferts courants » se consolidera, portée par l'augmentation des transferts courants privés, les concours extérieurs publics devant se contracter. La rubrique « Revenus » devrait se contracter également, tout en demeurant excédentaire.

3 – EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES

3.1 – Les prévisions budgétaires de l'État pour l'année 2015

Les projections de la loi de finances tablent sur une augmentation des recettes intérieures de 14,7%. Elles devraient s'établir à 42,2 milliards FC, et se répartir comme suit :

- 35 milliards FC de recettes fiscales,
- et 7,2 milliards FC de recettes non fiscales.

Les recettes extérieures sont prévues à 25,1 milliards FC, soit une progression de 2,5% par rapport au niveau de 2014.

Les prévisions des dépenses courantes augmentent légèrement par rapport à la réalisation de 2014 (+0,2%) pour atteindre 42,5 milliards FC :

- Le poste des « Salaires et traitements » est projeté à 23,3 milliards FC, en hausse de 8,9% par rapport à la réalisation de 2014,
- Le poste des « Biens et services » est projeté à 9,7 milliards FC, en baisse de 18% par rapport à la réalisation de 2014,
- Le poste des « Transferts » est projeté à 5,4 milliards FC, en hausse de 6% par rapport à la réalisation de 2014.

Les principaux postes budgétaires sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

BUDGET GENERAL	<i>(en millions FC)</i>	
	2014	2015
Recettes fiscales	32 647	34 972
Recettes non-fiscales	6 664	7 192
Recettes exceptionnelles		
Recettes externes	25 395	25 098
Total des recettes	64 706	67 262
Dépenses courantes	39 326	42 470
Rémunération du personnel	20 126	23 337
Biens et services	10 033	9 681
Transferts	5 336	5 390
Intérêts de la dette	405	419
Dépenses courantes sur financement extérieur	3 426	3 643
Dépenses en capital	38 718	27 689
Sur financement propre	7 238	3 573
Sur financement extérieur	30 687	24 116
Financées sur fonds de contrepartie	793	0
Total des dépenses	78 044	70 159
Solde Primaire*	-3 422	183

Sources : Loi de Finances rectificative 2014 et Loi de Finances 2015
** Recettes intérieures – Dépenses courantes intérieures (hors intérêts) – Dépenses en capital sur financement propre*

3.2 - Exécution du budget au 1er semestre 2015

Comparée à la même période de l'année précédente, l'exécution du budget au semestre 2015, affiche de faibles performances. Les recettes intérieures se sont contractées fortement, en liaison avec les faibles perceptions des recettes fiscales (-23,4% par rapport au niveau du 1^{er} semestre 2014) et des recettes non fiscales (-35,7%). Les dépenses courantes sont en revanche conformes aux prévisions. Le déficit primaire s'est accentué, ressortant à 6,8 milliards FC contre 2,3 milliards FC à fin juin 2014.

3.2.1 - Les recettes

Projetées à 23,5 milliards FC pour le 1^{er} semestre 2015, les recettes intérieures n'ont atteint que 13,7 milliards FC, soit un écart de près de 10 milliards FC, portant le taux de réalisation à 58,2%, soit une baisse de près de 26% par rapport à juin 2014.

Recettes budgétaires de l'État aux 1 ^{ers} semestres des années 2013 à 2015			
(en millions FC)	Juin 2013	Juin 2014	Juin 2015*
Recettes fiscales	14.609	14.692	11.260
Dont : Impôts sur les revenus et les bénéfices	3.884	3.542	2.570
TC et assimilées	3.293	2.998	2.570
Commerce international**	2.508	2.340	1.797
Droits d'accises	4.839	5.756	4.292
Recettes non-fiscales	4.872	3.760	2.419
Total des recettes	19.482	18.451	13.679

Sources : Ministère des finances, CREF

* Provisoires

** A partir de 2013, une nouvelle classification des recettes douanières a été mise en place, excluant désormais la Taxe à la Consommation et la patente à l'importation ainsi que l'acompte IBD payé à l'importation

Les recettes fiscales se sont élevées 11,3 milliards FC contre une prévision de 17 milliards FC, soit un taux de réalisation de 66% et sont en baisse de 23,4% par rapport aux 14,7 milliards FC perçus à fin juin 2014.

Au niveau des recettes non fiscales, la baisse est encore plus marquée, le montant recouvré est 2,4 milliards FC contre une prévision de 6,5 milliards FC et d'une réalisation de 3,8 milliards FC à fin juin 2014.

3.2.2 - Les dépenses

Dépenses budgétaires de l'Etat aux 1 ^{ers} semestres des années 2013 à 2015			
(en millions FC)	Juin 2013	Juin 2014	Juin 2015*
Dépenses courantes primaires	16.636	18.262	18.601
Traitements et salaires	9.288	10.748	11.563
Biens et services	4.739	5.316	4.393
Transferts	2.609	2.198	2.644
Dépenses en capital (fin. propre)	4.252	2.502	1.843
Total des dépenses intérieures	20.888	20.764	20.444

Sources : Estimations des services du FMI Ministère des finances, CREF

* Provisoires

L'exécution des dépenses intérieures demeurent conformes aux prévisions. En effet, projetées à 20,5 milliards FC, les dépenses courantes se sont élevées à 20,4 milliards FC.

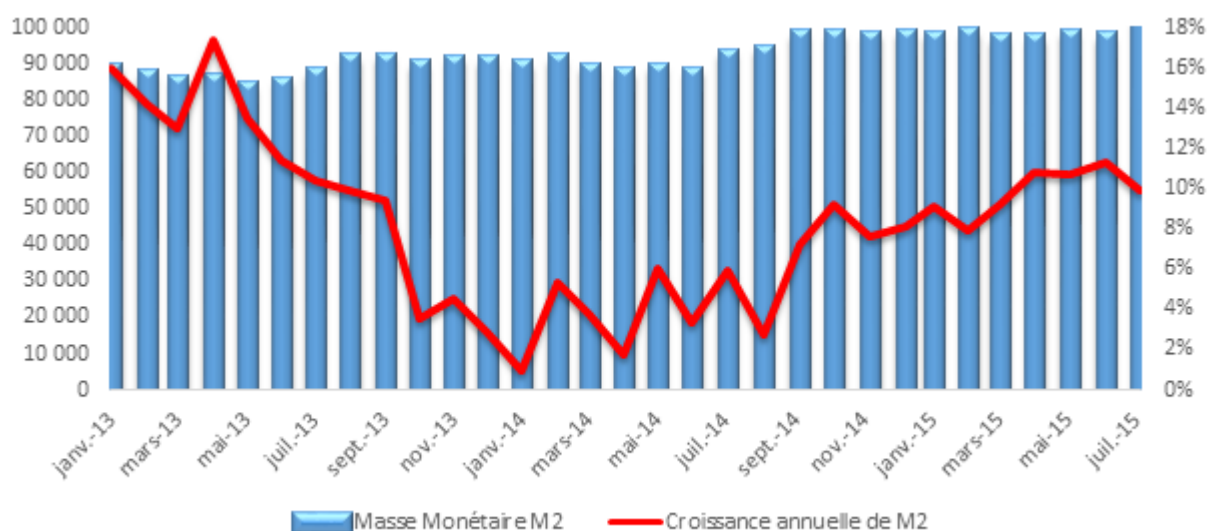
Par catégorie de dépenses :

- Le plafond de la masse salariale est maintenu à 11,6 milliards FC contre une prévision de 11,7 milliards FC,
- Les dépenses de biens et services ont atteint 4,4 milliards FC contre une prévision de 5,1 milliards FC,
- Les transferts et subventions s'élèvent à 2,6 milliards FC contre une prévision de près de 2 milliards FC.
- Au niveau des dépenses en capital financées sur ressources intérieures, l'exécution de 1,8 milliard FC, bien qu'inférieure aux 2,5 milliards FC de juin 2014, demeure supérieure à la prévision de 1,5 milliard FC.

4 - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE

A fin juin 2015, la masse monétaire a enregistré une progression de 0,7% seulement par rapport au trimestre précédent, mais affiche en revanche une hausse de 11,3% par rapport à juin 2014, sous l'influence de la hausse du « crédit intérieur » (+14,1%).

Évolution de la masse monétaire(en millions KMF) et de son taux de croissance annuel



Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

4.1 - La masse monétaire

EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE	Encours (millions FC)				Variation (%) / Juin 2015		
	déc-13	juin-14	déc-14	juin-15	déc-13	juin-14	déc-14
M1 / Moyens de paiements	56 878	54 035	62 252	59 997	5,5	11	-3,6
Circulation Fiduciaire hors BEF	21 740	20 220	24 693	22 810	4,9	12,8	-7,6
Dépôts à vue	35 138	33 815	37 560	37 188	5,8	10	-1
Banque Centrale	473	567	1 008	740	56,7	30,5	-26,5
Banques et Etablissements Financiers	34 665	33 248	36 552	36 447	5,1	9,6	-0,3
M2 - M1 / Epargne Liquide	32 985	32 640	34 886	36 466	10,6	11,7	4,5
M2 / Masse Monétaire	89 862	86 675	97 139	96 464	7,3	11,3	-0,7

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

A fin juin 2015, l'agrégat « **M1-Moyens de paiements** » a atteint 60 milliards FC, en hausse de 11% par rapport à fin juin 2014 contre une hausse de 3% à la même période de l'année précédente. Cette évolution a concerné à la fois la circulation fiduciaire (+12,8%), et les dépôts à vue (+10%).

En revanche, par rapport à décembre 2014, cet agrégat s'est contracté de 2,3 milliards FC (-3,6%), en relation avec le recul de 7,6% de la circulation fiduciaire, qui s'est élevée à 22,8 milliards FC à fin juin 2015 contre 24,7 milliards FC en décembre 2014.

Les dépôts à vue se sont contractés de 1% par rapport à décembre 2014, s'établissant à 37,2 milliards FC à fin juin 2015 contre 37,6 milliards FC en décembre 2014.

L'agrégat « M2 - M1, Épargne liquide » a atteint 36,5 milliards FC en juin 2015 contre 32,6 milliards FC en juin 2014, après près de 34,9 milliards FC en décembre 2014, représentant respectivement une hausse de 11,7% et de 4,5%.

4.2 - Les contreparties

A fin juin 2015, les **avoirs extérieurs nets** se sont élevés à 47,1 milliards FC contre 46,8 milliards FC un an plus tôt, soit une hausse de 0,8%. Cette évolution est marquée par la forte hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (qui sont passés de 43,7 milliards FC à 47,8 milliards FC entre juin 2014 et juin 2015) et la forte contraction de la position extérieure nette des banques et établissements financiers (qui est passée sur la même période d'une position excédentaire de 3 milliards FC à une position débitrice de 0,7 milliard FC).

Par rapport à décembre 2014, la position extérieure nette du système bancaire s'est dégradée, revenant de 57,6 milliards FC en décembre 2014 à 47,1 milliards FC en juin 2015.

EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE M2	Encours (millions FC)				Variation (%) / Juin 2014		
	déc-13	juin-14	déc-14	juin-15	déc-13	juin-14	déc-14
AVOIRS EXTERIEURS (NETS)	56 567	46 771	57 566	47 129	-16,7	0,8	-18,1
Banque Centrale des Comores	50242	43735	56 996	47 789	-4,9	9,3	-16,2
Banques et Etablissements Financiers	6325	3036	570	-660	-110,4	-121,8	-215,8
CREDIT INTERIEUR	59 694	66 618	67 525	76 027	27,4	14,1	12,6
Créances nettes sur l'Administration Centrale	5 511	7 708	8 457	10 673	93,7	38,5	26,2
Créances brutes (sur l'Administration Centrale)	15 787	15 780	16 203	17 134	8,5	8,6	5,7
Dépôts (de l'Administration Centrale)	10 276	8 072	7 746	6 460	-37,1	-20	-16,6
Crédits à l'économie	54 183	58 910	59 068	65 354	20,6	10,9	10,6
Autres Sociétés Financières	97	10	21	20	-79,5	90	-4,8
Adm. États Fédérés et Locales	154	135	166	140	-8,7	3,9	-15,7
Sociétés Non Financières Publiques	986	2 054	861	859	-12,8	-58,2	-0,2
Autres Sociétés Non Financières	29 075	30 348	30 743	33 038	13,6	8,9	7,5
Autres Secteurs Résidents	23 871	26 363	27 277	31 297	31,1	18,7	14,7
AUTRES POSTES NETS	-26 398	-26 714	-27 956	-26 692	1,1	-0,1	-4,5
Total des Contreparties	89 862	86 675	97 139	96 464	7,3	11,3	-0,7

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

Le **crédit intérieur** a atteint 76 milliards FC, en hausse de 14,1% par rapport à juin 2014 et de 12,6% par rapport à décembre 2014.

Le crédit au secteur privé s'élève à 65,4 milliards FC à fin juin 2015 après 59,1 milliards FC et 54,2 milliards FC respectivement en décembre 2014 et décembre 2013. Ces crédits ont été orientés pour 50,6% aux entreprises privées et pour 47,9% aux particuliers.

Les créances nettes à l'Administration Centrale ont augmenté de 38,5% par rapport à juin 2014 contre 90% sur la même période une année auparavant, pour s'élever à 10,7 milliards FC après 8,5 milliards FC en décembre 2014. Cette évolution est en rapport avec la baisse des dépôts, dont l'encours est passé de 8,1 milliards FC en juin 2014 à 6,5 milliards FC en juin 2015, tandis que les créances brutes, ont enregistré une progression de 8,6% sur la même période, portant l'encours de 15,8 milliard FC à 17,1 milliards FC en juin 2015.

4.3 - Projections pour fin 2015

Pour l'ensemble de l'année 2015, l'agrégat M2 est projeté à près de 104 milliards FC, soit une hausse de 6,8% par rapport à 2014. Cette évolution résulterait de l'accroissement de 7,3% des avoirs extérieurs nets et de la consolidation de 3,6% du crédit intérieur.
